



Transatlantica

Revue d'études américaines. American Studies Journal

2 | 2013

Jeux et enjeux du texte

Journée d'études « Les années Roosevelt : 1932-1945 »

Université de Strasbourg, 13 décembre 2013

Laurie Béreau



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/transatlantica/6542>

DOI : 10.4000/transatlantica.6542

ISSN : 1765-2766

Éditeur

AFEA

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

Référence électronique

Laurie Béreau, « Journée d'études « Les années Roosevelt : 1932-1945 » », *Transatlantica* [En ligne], 2 | 2013, mis en ligne le 12 mars 2014, consulté le 29 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/transatlantica/6542> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/transatlantica.6542>

Ce document a été généré automatiquement le 29 avril 2021.



Transatlantica – Revue d'études américaines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Journée d'études « Les années Roosevelt : 1932-1945 »

Université de Strasbourg, 13 décembre 2013

Laurie Béreau

- 1 Le département d'études anglaises et nord-américaines de l'Université de Strasbourg a accueilli vendredi 13 décembre une journée d'études consacrée à la question de civilisation américaine inscrite au programme de l'agrégation : « Les années Roosevelt : 1932-1945 ». Cette journée, organisée par Ghislain Potriquet, a proposé un balayage des principaux enjeux économiques, politiques, sociaux et culturels de cette période à travers cinq communications.

Francis Kern, « Le *New Deal* comme émergence du processus démocratique dans le domaine économique et social »

- 2 Le premier intervenant, Francis Kern, professeur en sciences économiques à l'Université de Strasbourg, a entrepris d'appréhender la crise de 1929 à travers le prisme de l'école de la régulation, école qui invite à une réflexion sur la nature des crises et les réponses mises en œuvre pour les enrayer. Aux origines de la crise de 1929 se trouvait en premier lieu une crise de surproduction, à laquelle allait se greffer une crise financière et boursière : le développement de la production de masse ne s'étant pas accompagné d'une augmentation du pouvoir d'achat, un déséquilibre s'était creusé entre l'offre et la demande. La réponse offerte par le *New Deal* à cette crise structurelle a balayé la pensée économique dominante de l'époque, rejetant l'idée d'une reprise automatique inscrite dans un cycle théorique de crise et reprise. En allant à l'encontre de l'orthodoxie économique de l'époque, Franklin Roosevelt devenait l'un des plus grands réformateurs du capitalisme. Le premier *New Deal* jouait sur une relance sectorielle, qui visait à pallier l'urgence, tandis que le second *New Deal* introduisait des réformes structurelles, dans le domaine du droit du travail notamment, marquant le

passage d'une approche pragmatique à la mise en œuvre de réformes audacieuses qui allaient sauver le capitalisme des années 1930. Francis Kern a souligné que la réflexion sur la crise de 1929 appelle le parallèle avec la crise économique de 2007, liée elle aussi à un gonflement artificiel de la demande à travers les crédits à la consommation pour compenser la baisse du pouvoir d'achat des ménages. À l'issue de cette présentation a été évoquée la question de l'influence de Keynes sur les politiques du *New Deal*. Si le premier *New Deal* reposait sur un déficit public très mesuré, la conversion au keynésianisme s'opère à la fin des années 1930 avec un recours au déficit pour financer l'effort de guerre à venir.

Bernard Genton, « Le *New Deal* et la culture »

- 3 La deuxième intervention de la matinée portait sur la question de la culture dans le *New Deal*. Bernard Genton, professeur à l'Université de Strasbourg, a proposé de s'interroger sur l'existence d'une politique culturelle propre au *New Deal*. Dans ce domaine, la politique du *New Deal* ne s'écarterait guère *a priori* du chemin des initiatives prudentes de l'État fédéral dans le domaine des arts de la fin du XVIII^e siècle au début du XX^e siècle. Il s'agissait avant tout d'une politique culturelle accidentelle, se dessinant à travers l'accumulation de diverses mesures dont l'objectif premier était toujours d'apporter un secours économique. Gérées tout aussi bien par le *Treasury Department* que par la *Works Project Administration* ou la *Security Farm Administration*, ces initiatives variées allaient de la décoration des édifices publics par des peintures murales à la photographie des régions rurales, en passant par le soutien au théâtre grâce au *Federal Theater Project*. Cette politique culturelle improbable et modeste était non intentionnelle mais a fini par exister de manière cumulative. Gérée par plusieurs agences mais dotée de très peu de fonds, cette politique — dont les programmes se sont arrêtés de façon brutale à partir de la fin des années 1930 — a néanmoins laissé un héritage non négligeable. Bernard Genton conclut que le *New Deal* a notamment créé un climat culturel nouveau, fondé sur une forme de réalisme social soutenu par les pouvoirs publics et insistant sur l'accessibilité des projets au grand public. Il marque un moment de démocratisation culturelle et se caractérise par l'émergence d'une esthétique célébrant la culture vernaculaire, la vie ordinaire et promouvant la valeur sociale des arts et de la culture.

Yves-Marie Péréon, « Banque et marchés financiers : l'émergence de l'État fédéral régulateur pendant le *New Deal* »

- 4 Yves-Marie Péréon, de l'Université de Rouen, s'est penché sur l'émergence de l'État fédéral comme régulateur des banques et des marchés financiers au cours du *New Deal*. Les différentes initiatives qui ont vu le jour dans ces années ont établi les fondations d'un édifice réglementaire encadré notamment par des agences fédérales créées dans le cadre du *New Deal*. On retiendra parmi les mesures phares le *Glass-Steagall Act* de 1933, qui instituait une séparation des activités de banque de dépôt et de banque d'investissement. La portée des dispositifs mis en place se doit d'être nuancée : s'ils visent à engager une réforme et sont issus des réflexions engagées par des juristes, ils ne sont pas pensés comme des moteurs de la relance économique. Ils signalent la

volonté de Roosevelt de secourir le capitalisme en en empêchant les excès afin de répondre à l'exaspération de l'opinion publique face aux dérèglements à l'origine de la crise. Pour autant, elles n'ont pas vocation à substituer un nouveau système à celui déjà en place.

Aurélie Godet, « Les Transformations du Sud pendant les années Roosevelt »

- 5 Aurélie Godet, de l'Université Paris Diderot, s'est intéressée aux mutations du Sud au cours des mandats de Franklin Roosevelt. Il apparaît que les transformations du Sud dans les années 1930 ne sont pas le fruit d'une politique ciblée de réforme de la région mais découlent plutôt des effets des politiques instaurées plus largement pour soutenir l'économie. Il est toutefois difficile de parler d'une « reconstruction » du Sud tant la question des droits civiques est délaissée, ce qui freine le ralliement des Noirs du Sud à la coalition du *New Deal*. Le secours économique prime sur l'avancement dans le domaine des droits civiques, Roosevelt étant dans les premiers temps soucieux de s'assurer du soutien des élus de la région. L'année 1937 marque une rupture, signalée par le *Conservative Manifesto* des Démocrates du Sud. La réponse de Roosevelt, sa tentative de purge des élus du Sud récalcitrants, se soldera certes par un échec mais ouvrira la voie, sur le long terme, à l'émergence d'une nouvelle génération de Démocrates du Sud, parmi lesquels Lyndon Baines Johnson. C'est donc un bilan en demi-teinte qui se dessine dans le Sud. Malgré de grands progrès dans le domaine des infrastructures et un bouleversement de l'alignement politique du parti démocrate dans le Sud, marqué par une hausse du conservatisme mais aussi par les premiers pas d'une nouvelle génération bien plus progressiste, les inégalités persistent et la question des droits civiques est occultée.

Hélène Le Dantec-Lowry, « La Propagande envers les femmes pendant la Seconde Guerre mondiale »

- 6 Pour clore cette journée, Hélène Le Dantec-Lowry, professeure à l'Université Paris III, s'est penchée sur la propagande destinée aux femmes pendant la Seconde Guerre mondiale. Si l'imaginaire collectif a souvent retenu des images de propagande appelant les femmes à rejoindre les forces de travail pendant la guerre, l'analyse des affiches et des publicités révèle que le discours de propagande tendait avant tout à promouvoir des images traditionnelles de la famille et de la femme au foyer. L'*Office of War Information*, principale agence en charge de la propagande, s'associe à des agences de publicité et s'attache à célébrer la ménagère patriote : par sa parfaite gestion des affaires du quotidien, celle-ci participe pleinement à l'effort de guerre. On note par ailleurs combien ce discours tend à essentialiser le genre en oblitérant les ouvrières et à effacer la race en présentant un modèle ethno-racial unique centré sur la femme blanche. Les quelques images qui semblent porteuses d'un vent d'émancipation, au rang desquelles Rosie la riveteuse, ne manquent pas pour leur part de présenter des femmes gardant toute leur féminité et conscientes qu'elles ne font là que combler l'absence temporaire de leurs pères et époux. La propagande de la Seconde Guerre

mondiale se révèle donc essentiellement normative, enfermant la femme dans des schémas contraignants et traditionnels qui ne laissent aucune place à la déviation.

- 7 En conclusion, ces regards croisés sur la période 1932-1945 ont souligné le caractère peu programmatique des réformes engagées pendant les années 1930, réformes qui initiaient pourtant de profonds bouleversements. Il y a chez Roosevelt une certaine forme d'opportunisme politique et une grande adaptabilité, qui ont sans doute contribué au succès du *New Deal*. Par ailleurs, on ne peut manquer d'être frappé par la dualité de cette période, tantôt placée sous le sceau de la rupture et de la réforme, tantôt fortement ancrée dans une forme de conservatisme. Les grands programmes du *New Deal*, qui prenaient à contre-pied l'orthodoxie économique de l'époque, ont finalement permis de pérenniser le capitalisme. Dans le même temps, la cause des droits civiques n'a guère été avancée et les schémas traditionnels familiaux se sont vus renforcés.
-

INDEX

Thèmes : Actualité de la recherche

AUTEUR

LAURIE BÉREAU

Université de Strasbourg